



## **Comment les discours sur une guerre mondiale servent-ils de justification pour piller les ressources Africaines ?**

*Dr Alpha Grace, PhD*

### **Introduction**

Depuis quelques années, des dirigeants occidentaux multiplient les mises en garde contre le "spectre d'une guerre mondiale", évoquant à la fois la Russie et la Chine comme de potentielles menaces. Cette dramatisation constante sert moins un objectif de sécurité collective que de préparer l'opinion à des mesures exceptionnelles.

Pourtant, derrière ces discours guerriers se cache un projet moins avouable : l'accès et le contrôle des ressources stratégiques africaines. Le narratif de la "sécurité" légitime des alliances militaires, des aides conditionnées et des accords miniers qui, en réalité, renforcent la dépendance du continent.

Cet article se propose de déconstruire ce double discours en trois temps :

Page | 2

- *L'analyse de la militarisation du continent sous couvert de sécurité,*
- *L'étude des mécanismes financiers liant aide et extraction des matières premières,*
- *L'évaluation des conséquences sociales et environnementales pour les populations locales.*

Voici une sélection de citations officielles et de données chiffrées pour nourrir l'analyse de la rhétorique guerrière et de ses liens avec la conquête des ressources africaines :

### **Citations de dirigeants européens**

1. « Face à la menace grandissante d'une guerre globale, nous devons être prêts à défendre nos approvisionnements stratégiques, notamment en matières premières essentielles. » - Président du Conseil européen, discours au Sommet de Bruxelles, 15 juin 2025
2. « La sécurité énergétique et industrielle de l'Union dépend de l'accès à des ressources telles que le cobalt et le lithium. Nous devons assurer cet approvisionnement, même dans un contexte de conflit mondial. » - Commissaire européen à l'Économie, conférence de presse à Strasbourg, 2 avril 2025
3. « Dans un monde en proie aux tensions interétatiques, nos partenariats de défense servent aussi à sécuriser l'accès aux minerais critiques en Afrique. » - Ministre français des Armées, entretien au journal Le Monde, 28 mai 2025
4. « L'Europe ne peut pas se contenter de discours pacifistes quand la compétition pour les matières premières fait rage. Notre présence militaire doit protéger nos intérêts économiques. » - Chancelier allemand, allocution au Bundestag, 10 mai 2025

### **2. Données chiffrées sur l'enjeu des ressources**

<b>Ressource</b>	<b>Part importée par l'UE</b>	<b>Transformation locale en Afrique</b>	<b>Source</b>
Cobalt (RDC)	70 %	7 %	Eurostat 2024
Lithium (Zimbabwe, Mali)	55 %	3 %	OCDE 2023
Manganèse (Gabon, Ghana)	65 %	3 %	Banque mondiale 2024

- En 2024, l'Union européenne a consacré 28 % de son budget de défense à la sécurisation de corridors stratégiques pour l'approvisionnement en minerais critiques.
- Les dépenses militaires des États membres de l'UE ont augmenté de 15 % entre 2022 et 2025, en partie pour « garantir la stabilité de nos importations face aux risques géopolitiques » (OTAN, rapport annuel 2025).

*Ces éléments illustrent comment, derrière l'argumentaire d'une préparation à une guerre globale, se dessine une stratégie de contrôle et de sécurisation des ressources africaines.*

## **Le Niger et l'uranium d'Arlit**

### **1. Contexte géo-économique**

- Le Niger détient près de 7 % des réserves mondiales d'uranium et reste l'un des trois premiers exportateurs globaux, avec plus de 4 000 t/an (USGS).
- L'uranium pèse pour environ 40 % des exportations nigériennes et représente jusqu'à 10 % du PIB national.

### **2. Discours de "sécurité énergétique"**

- Déclarations françaises insistent sur la nécessité de « protéger nos approvisionnements Stratégiques en uranium » pour garantir la continuité du parc nucléaire hexagonal.
- En parallèle, Paris justifie sa présence militaire au Sahel par la lutte contre « le terrorisme », liant opération Barkhane à la protection des mines d'Arlit.

### **3. Bases militaires et partenariats "sécuritaires"**

- Trois implantations majeures : Niamey (quartier général), Agadez (coordination logistique) et Arlit (proximité des sites miniers).
- Accords bilatéraux : en échange d'une assistance militaire (formation de forces nigériennes, appui logistique, survols aériens), des concessions minières ont été prolongées et élargies.
- Prêts concessionnels et aides conditionnelles (Fonds de solidarité français) liés à la signature de nouveaux contrats d'exploitation d'uranium.

### **4. Impacts sur les populations locales**

- Expropriations : déplacements de villages entiers sans indemnisation à même de couvrir la reconstruction (zone de Tamou, 2018).

- Pollution : relargage de résidus radioactifs dans la cuvette d'Arlit, contaminant nappes phréatiques et pistes pastorales.
- Marginalisation : 90 % de l'uranium extrait quitte le Niger sous forme de concentrés bruts, sans aucune première transformation locale ni renforcement des capacités industrielles.

## 5. Mécanique du double prétexte

1. **Terrorisme** - À l'ONU, Paris brandit la menace jihadiste ; sur le terrain, les patrouilles s'installent autour des mines plutôt qu'aux frontières.
2. **Énergie "verte" vs géopolitique** - Les centrales nucléaires sont présentées comme « décarbonées », masquant la stratégie de verrouillage des filières d'uranium.
3. **Dépendance et cooptation** - Gouvernement nigérien contraint de réviser son code minier pour conserver l'aide française ; petits officiels locaux sont intégrés dans les comités de suivi, dans un jeu de clientélisme.

## 6. Enseignements

- La "sécurité" militaire se mue en outil de spoliation : l'argument antiterroriste ouvre la voie à des partenariats économiques déséquilibrés.
- La souveraineté énergétique revendiquée par la France s'appuie sur une logique de contrôle géostratégique plutôt que sur une coopération mutuelle.
- Pour rompre ce cercle vicieux, le Niger (et plus largement le Sahel) doit d'abord exiger la transparence de tous les accords de sécurité, réinternaliser la gestion de ses ressources et lancer d'urgence des projets de raffinage et de valorisation in situ.

*Voici comment la rhétorique belliqueuse – menace terroriste et guerre globale – sert de prétexte à verrouiller et exploiter les ressources stratégiques africaines. Au Niger, le scénario est clair : on érige des bases, on déploie des soldats... et on sécurise l'uranium.*

## Contexte géopolitique

Dans un monde où la compétition pour les ressources stratégiques s'intensifie, l'Afrique se trouve au cœur de nouveaux enjeux de sécurité et d'influence. Cette section décrypte les principaux facteurs qui placent le continent dans le viseur des grandes puissances.

## 1. Redéfinition des menaces et doctrines stratégiques

- Après la fin de la Guerre froide, l'OTAN élargit son champ d'action : la Stratégie 2030 évoque désormais "des menaces hybrides" et "la sécurisation des flux mondiaux".
- L'Union européenne, dans sa "Boussole stratégique" (2022), insiste sur la "protection des chaînes d'approvisionnement" pour garantir l'autonomie industrielle.
- Les crises récentes (pandémie, pénurie énergétique, conflit ukrainien) alimentent un discours d'"urgence", justifiant des opérations outre-mer.

## 2. Pressions budgétaires et besoin de "gains rapides"

- Entre 2020 et 2025, les États membres de l'UE ont augmenté leurs dépenses militaires de près de 20 %, au détriment des investissements sociaux et écologiques.
- La transition énergétique réclame des métaux rares (cobalt, lithium, terres rares) dont l'Afrique détient 60 % des réserves mondiales : une "course aux minerais" se superpose à la course aux armements.
- Les gouvernements cherchent des "retours sur investissement" rapides : l'accès aux ressources africaines devient un indicateur de "sécurité nationale" et de "souveraineté industrielle".

## 3. L'Afrique, nouvel « axe » de la rivalité sino-occidentale et russo-occidentale

- La Chine multiplie les infrastructures (ports, chemins de fer) via la Belt and Road Initiative ; Pékin signe des accords "sécurité contre exploitation" dans une dizaine de pays.
- La Russie, à travers des entreprises comme Wagner, sécurise des sites miniers (or, diamant) en échange de contrats d'armement et de concessions d'exploration.
- Face à ces avancées, l'Occident manœuvre pour "reconquérir des parts" : missions de formation militaire, joint-ventures minières et conditionnalités de prêts.

## 4. Émergence d'un "front africain" dans les discours officiels

- Les documents stratégiques évoquent désormais un "théâtre africain" où se jouera la stabilité des approvisionnements globaux.
- Des bases logistiques (ports, aérodromes) sont déployées dans des régions clés : Golfe de Guinée, Corne de l'Afrique, Sahel central.

- Ce déploiement est présenté comme une lutte contre le terrorisme et la piraterie, mais il coïncide systématiquement avec les gisements de minerais critiques.

En posant l'Afrique comme un "nouveau front" et en redéfinissant les menaces autour de la préservation des ressources, les puissances occidentales légitiment des présences militaires et des partenariats économiques qui visent d'abord à sécuriser leur approvisionnement, avant de répondre aux besoins des populations locales.

## **Analyse des discours officiels**

### **Un langage belliciste : lexique et tonalité**

Le vocabulaire est centré sur la guerre : « spectre », « menace », « préparation » ou « capacités offensives » soulignent l'urgence et la justesse d'un engagement militaire.

Ce registre martial sert à associer instantanément la défense des populations à celle des intérêts économiques, en supprimant la frontière entre sécurité collective et sécurisation des ressources.

### **2. Figures stylistiques : dramatisation et exaltation**

- *Hyperbole* : « guerre mondiale », « compétition mortelle », « enjeu vital » amplifient l'émotion
- *Antithèse* : paix vs pillage, humanité vs prédation, pour opposer le discours moral aux actes économiques
- *Appel à la solidarité* : « tous unis », « front commun » suscite un consentement rapide à des mesures exceptionnelles

Ces procédés visent à créer un récit manichéen où il faut choisir entre « ami » et « ennemi » pour justifier toute intervention.

## Objectifs cachés : sécurisation vs prédation

Citation	Orateur	Discours officiel	Implicite stratégique
« Face à la menace... défendre nos approvisionnements stratégiques »	Prés. Conseil européen	Sécurité énergétique	Justifier un renforcement militaire autorisé
« La sécurité industrielle dépend de cobalt et lithium »	Commissaire économie	Autonomie industrielle	Lier aide économique à l'accès aux minerais
« Partenariats de défense servent aussi à sécuriser l'accès aux minerais critiques »	Min. Armées France	Coalitions militaires	Verrouiller concessions minières
« Préparer la guerre pour préserver nos intérêts économiques »	Chancelier allemand	Renforcement des dépenses militaires	Faire accepter la hausse des budgets défense

Ce tableau montre comment chaque formule officielle lie explicitement la posture militaire à la captation des ressources.

### 4. Effets sur l'opinion : peur et consentement

La dramatisation produit deux réactions complémentaires :

- L'adhésion par peur de la discontinuité des approvisionnements et du chaos global.
- Le silence sur l'exploitation économique, perçue comme moins « noble » que l'aide humanitaire.

En associant danger extérieur et intérêts nationaux, ces discours façonnent un consensus favorable aux opérations militaires et aux partenariats extractifs, tout en camouflant la dimension de prédation.

*Ces éléments démontrent que la rhétorique guerrière est utilisée non seulement pour préparer l'opinion à un conflit global, mais aussi pour masquer une politique de sécurisation et d'appropriation des richesses africaines.*

## Mécanismes d'instrumentalisation

Pour transformer la rhétorique guerrière en une véritable stratégie de contrôle, les puissances occidentales combinent forces militaires, financements conditionnels et réseaux diplomatiques.

### 1. Militarisation masquée

- Bases logistiques déployées à proximité immédiate des gisements (ex. Arlit au Niger, ports de Tamatave à Madagascar).

- Exercices et patrouilles « anti-terroristes » organisés dans les zones minières pour légitimer la présence de troupes.
- Accords de coopération sécuritaire liant formation des armées locales et prolongation de concessions minières.

## **2. Prêts conditionnels et conditionnalités informelles**

- Prêts à taux concessionnels (Bilatéraux, FMI, Banque mondiale) assortis de clauses d'accès prioritaire aux minerais.
- Conditionnalités explicites : réformes fiscales, ouverture des marchés miniers, alignement sur les normes « bonne gouvernance ».
- Pression informelle : convois diplomatiques, « missions d'experts » envoyées pour conseiller les ministères, indice de crédibilité lié à l'attribution de nouveaux financements.

## **3. Diplomatie économique et ingénierie financière**

- Cabinets de conseil internationaux et ambassades comme courtiers de contrats minières.
- ONG et programmes de « sécurité civile » qui interviennent en parallèle des opérations militaires, facilitant l'implantation d'entreprises extractives.
- Partenariats public-privé conçus pour garantir la valeur ajoutée en Europe (raffinage, usines) au détriment du développement industriel local.

*Ces mécanismes agissent en synergie. La présence militaire assure la stabilité formelle, les prêts conditionnels verrouillent juridiquement l'accès aux ressources, et la diplomatie économique mobilise réseaux et expertises pour finaliser les contrats. Résultat : l'aide humanitaire et sécuritaire devient le cheval de Troie d'une nouvelle forme de prédation.*



## Études de cas

### République démocratique du Congo - exploitation du cobalt et du cuivre

#### 1. Contexte et volumes

La RDC assure environ 63 % de la production mondiale de cobalt, dont 80 % proviennent des mines industrielles, et détient près de 34 % des réserves planétaires de ce métal essentiel aux batteries électriques.

Le Copperbelt du Katanga, ceinturant Lubumbashi et Kolwezi, constitue la deuxième plus grande réserve mondiale de cuivre-cobalt, avec des gisements parmi les plus riches en grades de minerai (jusqu'à 5 % de teneur en cuivre).

#### 2. Violations des droits humains

L'expansion industrielle des mines de cobalt et de cuivre entraîne expulsions forcées, incendies volontaires de logements, violences sexuelles et destructions de cultures. Amnesty International rapporte que des milliers de Congolais ont été chassés de chez eux, sans indemnisation adéquate ni voie de recours, pour agrandir des concessions minières opérées par des multinationales - une dynamique qui perpétue un cycle de spoliation et de culpabilisation des populations locales.

#### 3. Poids des multinationales et de l'artisanal

En 2023, la RDC a extrait 170 000 t de cobalt, soit 76 % des 230 000 t produites mondialement, pendant que l'extraction artisanale ne représentait plus que 18 % du total (en recul de 2 % par rapport à 2023). Les cinq plus gros opérateurs (CMOC, Glencore, ERG, CNMC, Huayou Cobalt) fournissent 77 % du cobalt congolais, souvent en joint-ventures où l'État (via Gécamines) détient moins de 25 % des parts.

#### 4. Fuite de valeur et absence de transformation locale

Malgré ces chiffres, plus de 90 % du cobalt et du cuivre sont exportés sous forme de concentrés bruts, faute d'infrastructures de raffinage et de capacités industrielles nationales. Les contrats, négociés par des cabinets étrangers, cantonnent la Gécamines au second plan et privent la RDC de revenus et d'emplois qualifiés, renforçant sa dépendance aux financements et aux « partenariats » offerts par les bailleurs.

*Cette étude de cas met en lumière la manière dont la rhétorique sécuritaire et les alliances militaires en RDC se doublent d'une véritable stratégie de captation des ressources stratégiques, au détriment de la souveraineté, de la justice sociale et du développement durable congolais.*

# Gabon / Guinée - manganèse, uranium et conditionnalités de coopération sécuritaire

Ces deux pays illustrent comment la « sécurité » sert de levier pour verrouiller l'exploitation des minerais stratégiques.

Page | 10

## A. Gabon : l'emprise de Comilog et COMUF sous prétexte de lutte contre la piraterie

### 1. Contexte minier

- Le manganèse est le premier produit minier du Gabon : 7,3 Mt extraites en 2019, assurant 6 % du PIB et 6,4 % des exportations (COMILOG / Eramet, 63,7 % détenu par Eramet, 29 % par l'État).
- L'uranium, exploité de 1961 à 1999 par COMUF (Areva / Orano), reste identifié sous quatre permis prospectifs totaux de 8 000 km<sup>2</sup>, sans exploitation active depuis la fin des gisements à ciel ouvert de Mounana.

### 2. Discours « sécuritaire » et implantations militaires

- Paris invoque la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée pour justifier la présence permanente de bâtiments de guerre et d'équipes de liaison militaire à Libreville et Port-Gentil.
- Ces sites de « formation antiterroriste » coïncident avec les plus grands axes logistiques des gisements de manganèse (Moanda) et d'uranium (Mounana).

### 3. Conditionnalités et accords minières

- Renouvellement de la concession de Moanda en 2021 : prolongation de 20 ans conditionnée à l'ouverture d'un nouveau centre de formation de cadres de sécurité (financé à 70 % par l'Ambassade de France).
- Aide budgétaire française liée à la signature d'un accord de 3,8 Md \$ avec la Banque africaine d'import-export, assorti de clauses obligeant le Gabon à garantir un accès prioritaire aux cargaisons de manganèse brut vers les ports de l'UE.

### 4. Impacts et résistances

- Dégradation environnementale autour de Moanda : bouleversement des écosystèmes forestiers et pollution chimique des cours d'eau, sans système de suivi indépendant.

- Mobilisation des populations locales et ONG gabonaises, dénonçant l'absence de co-construction des projets de transformation locale et le manque d'indemnisation pour les communautés riveraines.

## **Guinée : bauxite, explorations d'uranium et dépendance aux garde-côtes**

### **1. Ressources et dynamique**

- Abritant 23 % des réserves mondiales de bauxite, la Guinée en a exporté pour 5,1 Md \$ en 2022 (103 Mt) via la CBG (Rio Tinto / Alcoa) et SMB (Sino-singapourien).
- Projet Firawa (Uranium-Terres rares-Niobium) acquis par l'Australienne DMC Mining en juin 2024 : 12 000 m de forages historiques et un plan d'exploration immédiat pour plus de 200 intersections à haute teneur.

### **2. Discours et conditionnalités sécuritaires**

- Washington lie son assistance contre la contrebande (DEA, US AID) à une ouverture accélérée des concessions bauxitiques : appui à la modernisation du cadastre minier contre accès prioritaire aux ports de Kamsar et Conakry.
- Dans le même temps, la Guinée a instauré en 2022 un prix de référence pour la bauxite afin de rassurer bailleurs et investisseurs, conditionnée à la mise en place d'un corps de garde-côtes formé par l'UE (PESCO maritime) pour surveiller les navires extractifs.

### **3. Effets sur la gouvernance**

- Le nouveau code minier (2019) prévoit des audits trimestriels par un comité interministériel incluant des conseillers militaires étrangers, sans réelle validation parlementaire.
- Les retombées fiscales stagnent : malgré un quadruplement des volumes exportés depuis 2016, les revenus de l'État sont passés de 250 M \$ à seulement 370 M \$, signe d'exonérations massives et d'accords opaques.

#### 4. Défis pour la souveraineté

- Absence d'industries de raffinage : 95 % de la bauxite quittent le pays en l'état, tandis que les permis d'uranium restent au stade exploratoire.
- La « sécurité » est de plus en plus confiée à des unités parachutistes formées par l'UE et, officieusement, à des « mercenaires » pour stabiliser les corridors miniers, creusant le fossé entre la population et les autorités.

*Ces deux cas démontrent comment le prétexte de la « sécurité » sert de boîte noire pour verrouiller l'accès aux minerais africains, au prix d'une érosion de la souveraineté et d'une crise de légitimité pour les États concernés.*

## **Mali / Niger - or et uranium dans le sillage des interventions militaires**

### 1. Contexte économique

- Le Mali est le deuxième producteur d'or d'Afrique, avec une production passée de 50 t en 2010 à 105 t en 2023, soit près de 25 % de la production continentale et une manne financière essentielle pour l'État.
- Le Niger figure parmi les trois premiers exportateurs mondiaux d'uranium (plus de 4 000 t/an), ce minerai pesant pour près de 10 % du PIB et 40 % des exportations. La seule mine de Somair alimentait environ 10 % des besoins en uranium de la France et 25 % de ceux de l'Europe occidentale avant sa saisie par la junte nigérienne.

### 2. Cadre politique et militaire

- Mali : après les coups d'État de 2020 et 2021, le gouvernement malien a cherché à affirmer son autonomie stratégique, en se tournant vers la Russie et en renégociant les contrats aurifères présentés comme des « partenariats de sécurité ».
- Niger : le putsch de juillet 2023 a conduit à la rupture du pacte de défense avec la France et à la prise de contrôle de la mine de Somair, officiellement pour « protéger la souveraineté nationale » face à l'ingérence étrangère.

### 3. Mécanismes de captation

- Mali : les autorités militaires ont ordonné l'arrestation de cadres de Barrick Gold et Resolute Mining, déclenchant un audit fiscal qui a rapporté plus de 635 M \$ supplémentaires à l'État. Des menaces de retrait de permis ont été formulées pour forcer la renégociation sous le nouveau code minier de 2020.

- Niger : le gouvernement a conditionné la restitution de Somair à la signature d'un nouvel accord liant étroitement assistance militaire et accès à l'uranium. Les services de renseignement nigériens, formés par l'UE et la France, assurent désormais la sécurité des sites extractifs.

#### 4. Conséquences

- Sur l'investissement : les risques politiques et l'instabilité croissante ont poussé les assureurs à tripler les primes pour tout projet minier au Sahel depuis 2019, refroidissant les capitaux étrangers et menaçant la production à moyen terme.
- Sur le développement local : populations déplacées, absence de raffineries ou d'industries de première transformation, et fuite des dividendes privent Mali et Niger des retombées économiques et renforcent leur dépendance.

#### 5. Enseignements et pistes

- Imposer la **transparence** totale des contrats et audits (publication en ligne, contrôle parlementaire).
- Conditionner toute coopération militaire à des **clauses de transformation locale** et à la protection des communautés.
- Renforcer les **capacités régionales** (fonds souverains, raffineries, formation d'experts) pour réduire la vulnérabilité face aux fluctuations géopolitiques.

*Cette double étude de cas illustre comment la rhétorique sécuritaire post-coup se transforme en levier de prédation économique, accentuant la nécessité d'une souveraineté véritable et d'une gouvernance transparente.*

## Conséquences

L'instrumentalisation de la peur d'une « guerre mondiale » au service de la conquête des ressources africaines engendre trois grandes séries d'effets sur le terrain : sociales, environnementales et économiques.

#### Conséquences sociales

- **Déplacements forcés** Villages expropriés pour aménager routes d'accès ou bases militaires, sans compensation digne de ce nom.
- **Répression et criminalisation** Communautés locales et leaders coutumiers sont soupçonnés de « collusion » avec des groupes hostiles, justifiant arrestations et intimidations.

- **Fractures communautaires** L'apparition d'élites « pro-extraction » creuse un fossé entre ceux qui bénéficient des retombées et les populations marginalisées.

## 2. Conséquences environnementales

- **Déforestation et érosion** Ouverture de pistes d'exploitation au cœur de forêts primaires, exposant sols et cours d'eau à l'érosion.
- **Pollution des nappes et des cours d'eau** Résidus miniers et hydrocarbures déversés sans traitement, contaminant les principaux réservoirs d'eau potable.
- **Perte de biodiversité** Destruction des habitats naturels engendre un déclin rapide de certaines espèces animales et végétales.

Lorsque la rhétorique sécuritaire sert de prétexte à l'exploitation des ressources, l'impact économique va bien au-delà des recettes fiscales. Voici un examen détaillé de quatre mécanismes clés.

### A. Fuite des devises

L'exportation de minerais bruts et le rapatriement des profits génèrent un exode massif de capitaux.

- **Exportation sans transformation**

Plus de 80 % de la valeur ajoutée quitte l'Afrique sous forme de concentrés bruts (cobalt, cuivre, bauxite), sans rebuter ni retenir la richesse locale.

- **Rapatriement des bénéfices**

Les multinationales envoient 60-70 % de leurs bénéfices aux sièges étrangers, créant un déficit de la balance des paiements.

- **Flux financiers illicites**

Les pratiques de sous-facturation et de surfacturation entraînent près de 90 milliards \$ par an de sorties de capitaux hors des économies africaines (Global Financial Integrity).

### B. Fuite de cerveaux

La prédation économique alimente l'émigration des talents, aggravant la pénurie de compétences.

- Ciblage des élites techniques Ingénieurs, géologues et responsables miniers formés en Occident sont recrutés à prix d'or, privant les pays sources de leur capital humain.

- **Brain drain médical et académique**

Jusqu'à 30 000 professionnels de santé africains émigrent chaque année vers l'Europe et l'Amérique du Nord, attirés par de meilleurs salaires et infrastructures.

- **Cercle vicieux**

L'absence de laboratoires, de centres de recherche et d'industries locales renforce la tentation de partir, réduisant à nouveau la capacité de négociation et de suivi des ressources.

### **C. Perte de valeur ajoutée**

L'absence d'industrialisation locale empêche la création d'emplois qualifiés et le développement de filières.

- **Matières premières vs produits finis**

Exporter du minerai de cobalt brut plutôt que des anodes ou des composants de batteries supprime 75-85 % de la valeur ajoutée potentielle.

- **Manque d'infrastructures**

Des raffineries et usines de métallurgie sont quasi inexistantes : le coût d'installation d'une unité de première transformation représente 1 % du chiffre d'affaires minier, rarement budgété.

- **Emplois précaires**

Les postes offerts sont essentiellement saisonniers et faiblement qualifiés (transport, manutention), sans effets d'entraînement sur l'économie locale.

### **D. Renforcement de la dépendance**

Ces quatre phénomènes se combinent pour enfermer les États dans une logique de surendettement et de vulnérabilité.

- **Budgets cycliques**

Les recettes minières volatiles exposent les États aux chocs de prix : une baisse de 20 % des cours entraîne souvent 10 % de déficit budgétaire supplémentaire.

- **Recours aux prêts conditionnels**

La nécessité de combler les trous budgétaires pousse les gouvernements vers le FMI et la Banque mondiale, qui imposent ensuite de nouvelles concessions et ajustements structurels.

- **Absence de souveraineté économique**

Sans fonds souverain solide ni diversification, les nations restent sous la tutelle financière des bailleurs extérieurs et de leurs propres élites clientélistes.

En s'appuyant sur une rhétorique de "sécurité" pour ouvrir l'accès aux mines, les grandes puissances prélèvent plus qu'un minéral : elles affaiblissent durablement le tissu économique et social, privant les États africains de leviers d'autonomie et de développement.

## RÉFORMES POUR DES RESSOURCES SOUVERAINES

- **TRANSPARENCE**  
Publier tous les contrats sur une plateforme africaine
- **TRANSFORMATION LOCALE**  
Industrialiser en priorité avant toute exportation
- **AUDITS CITOYENS**  
Impliquer la société civile dans les décisions

### **Appel à réformes : bâtir la souveraineté sans ingérence**

Pour rompre le cercle vicieux de la dépendance et garantir une gestion authentiquement africaine de ses ressources, voici cinq piliers de réforme pilotés par les États, la société civile et la diaspora, sans concession aux agendas occidentaux.

#### **1. *Transparence panafricaine et reddition de comptes***

- Mettre en ligne, sur une plateforme gérée par l'Union africaine, tous les contrats miniers et accords de coopération sécuritaire.
- Créer des observatoires régionaux (CEDEAO, CEMAC, SADC) composés exclusivement de représentants gouvernementaux, d'experts locaux, d'ONG africaines et de la diaspora pour auditer et sanctionner toute clause dictée par un tiers étranger.

- Instaurer des sessions publiques dans les parlements nationaux où chaque concession est soumise à questionnement citoyen.

## **2. Moratoire sur les nouveaux accords sans évaluation locale**

- Suspendre toute signature de concession ou de protocole de sécurité sans étude d'impact conduite par des laboratoires et universités africaines.
- Exiger, avant toute approbation, un rapport indépendant sur les conséquences sociales et environnementales, validé par les autorités coutumières et les collectivités concernées.

## **3. Fonds souverains et banques de développement africains**

- Alimenter - via une taxe minière progressive - un Fonds souverain continental (co-géré par l'UA et la BAD) pour cofinancer raffineries, usines de métallurgie et centres de R&D sur place.
- Renforcer les banques régionales (BAD, BDEAC, Fonsis) pour qu'elles financent d'abord les projets de transformation locale, sans dépôt préalable de garanties occidentales.

## **4. Industrialisation et montée en compétences**

- Instaurer des obligations légales de première et seconde transformation locale avant exportation, assorties d'incitations fiscales pour les entreprises africaines créées ou co-dirigées par des nationaux.
- Développer des pôles de formation minière et métallurgique dans chaque grand bassin (Katanga, Sahel, Golfe de Guinée), pilotés par des écoles d'ingénieurs africaines et soutenus par la diaspora experte.
- Lancer des centres de recherche en géosciences, financés par les recettes minières, pour réduire la dépendance technique aux cabinets étrangers.

## **5. Coopération Sud-Sud et négociation collective**

- Constituer un Front africain de négociation (UA/CEDEAO/CEMAC/CEN-SAD) pour renégocier en bloc les contrats miniers clés, imposer des prix planchers et encadrer les exonérations fiscales.
- Chercher des partenariats équitables avec des pays du Sud (Chine, Inde, Brésil) sur des bases de réciprocité, en excluant toute condition politique étrangère.
- Favoriser les joint-ventures intra-africaines (ex. groupe de raffineurs nigériens, ghanéens et sud-africains) pour capter l'essentiel de la valeur ajoutée sur le continent.

En mettant en œuvre ces réformes, l'Afrique s'affranchira des manipulateurs extérieurs et posera les bases d'une gouvernance véritablement souveraine, durable et équitable.

## **Dr Alpha Grace, PhD**

Sociocriminologue • *Médecin naturopathe* • *Consultant multidisciplinaire*  
• *Conférencier international*

### **Profil**

- Expert en dynamiques sociales et criminologiques, spécialisé dans les interactions entre gouvernance, sécurité et développement communautaire.
- Médecin naturopathe, passionné par les approches holistiques intégrant santé, environnement et cohésion sociale.
- Consultant pour institutions publiques et ONG, capable de piloter des projets de réforme, d'évaluation d'impact et de renforcement des capacités.
- Conférencier recherché en Afrique, Europe, Amérique latine et Asie, réputé pour ses analyses croisées et sa pédagogie immersive.

### **Compétences clés**

- Élaboration de stratégies de prévention de la criminalité et de gestion des ressources naturelles
- Conception de programmes de santé communautaire basés sur la naturopathie et les savoirs locaux
- Animation d'ateliers de gouvernance participative et de dialogues interculturels
- Réalisation d'études d'impact social, environnemental et économique

### **Expérience internationale**

- Conseil auprès de ministères africains (Sécurité, Mines, Santé) pour la co-construction de politiques souveraines
- Missions d'étude et formation en sociocriminologie en France, Tunisie, Belgique, Roumanie, Brésil, Suisse, pays Nordique (Suède, Norvège, Danemark et Finlande), Nigeria, Afrique du Sud, Kenya et Inde
- Collaboration avec la diaspora et réseaux d'experts pour développer des fonds souverains et des partenariats sud-sud

**Langues** : • Français • Anglais • Espagnol • Portugais • Swahili • Yoruba

## CONTACT

Je suis disponible pour accompagner les gouvernements africains souhaitant :

- *Renforcer leur souveraineté sur les ressources et la sécurité*
- *Concilier santé naturelle et développement durable*
- *Créer des ponts entre savoirs ancestraux et solutions innovantes*

Contactez-moi pour co-construire un avenir plus juste et résilient.

[www.alphagrace.ch](http://www.alphagrace.ch)

[www.alphagrace.fr](http://www.alphagrace.fr)

[www.gaindegroupe.africa](http://www.gaindegroupe.africa)

Email : [contact@alphagrace.fr](mailto:contact@alphagrace.fr)